



Des concerts de **rock** pourront-ils avoir lieu à la Cité de la musique de Genève?
Culture, page 15

France: le premier ministre **Jean Castex** étend le couvre-feu aux deux tiers du pays
Monde, pages 12 et 13



Suisse

Monde
Economie
Culture
La der

Deuxième vague de Covid-19

Les Cantons veulent de l'argent et pas des leçons de Berne

À Genève, on trouve aberrant que la Confédération ne veuille consacrer que 200 millions à l'aide au tourisme et à l'hôtellerie.

Arthur Grosjean Berne

L'impression est étrange. Alors que la deuxième vague Covid touche la Suisse romande mais aussi la Suisse alémanique, le Conseil fédéral n'est pas pressé de reprendre la main au niveau national. Mercredi, Alain Berset a mis la pression sur les Cantons pour qu'ils agissent vite et fort pour enrayer l'épidémie. Jeudi sur la RTS, la présidente de la Confédération, Simonetta Sommaruga, remettait la compresse. «On attend que les Cantons prennent des mesures très concrètes comme l'a fait le Valais.»

En entendant ce sermon aux Cantons, un affreux doute nous tenaille. La Confédération n'est-elle pas en train de laisser faire le sale boulot aux Cantons (fermeture partielle ou complète de certains établissements publics) afin de n'avoir pas de responsabilité directe dans le dommage économique causé? En clair, la Confédération ne se cache-t-elle pas derrière les Cantons afin d'éviter une facture économique Covid trop lourde?

«C'est aberrant»

À Genève, ce soupçon se transforme rapidement en certitude. «Quand les Cantons prennent des décisions de fermeture stricte, c'est pour leur pomme, explique le conseiller d'État genevois Pierre Maudet. On en a fait l'expérience lorsque nous avons fermé les discothèques. La Confédération n'a pas payé un kopeck.» Et qu'on ne vienne pas lui dire que la Confédération prend en charge largement les coûts du chômage. «À quoi cela sert de mettre des employés au chômage partiel jusqu'en 2021 si leur hôtel ou leur agence de voyages disparaît faute de soutien aux entreprises? C'est aberrant.»

Le conseiller d'État Mauro Poggia estime aussi que si la Confédération joue la montre pour alléger sa facture, c'est un mauvais calcul. «Pour la gratuité des tests au début de la crise sanitaire, on a vu que les aspects économiques peuvent freiner l'efficacité des mesures.» Son collègue Pierre



Le conseiller fédéral Alain Berset (à dr.) et Lukas Engelberger, le président de la Conférence des directeurs cantonaux de la santé, se sont exprimés sur la crise sanitaire, jeudi à Berne. KEYSTONE

Maudet estime qu'on sera fixé rapidement avec l'ordonnance en préparation sur les cas de rigueur qui comprennent des aides spéciales. «L'hôtellerie, c'est 5000 emplois que nous devons tenter de sauver. Nous avons besoin pour ce secteur de 50 millions rien qu'à Genève, dont une moitié serait payée par la Confédération. Or pour l'instant, l'Administration fédérale ne veut débouler que 200 millions pour toute la Suisse, ce qui ne sera évidemment pas suffisant.»

Les ministres latins de la santé ont demandé jeudi à Berne de prendre des mesures sanitaires na-

tionales (voir ci-contre) mais aussi de mettre davantage la main à la poche. La conseillère d'État Rebecca Ruiz et ses collègues estiment par exemple nécessaire «que les autorités fédérales allongent la durée maximale d'indemnisation pour les entreprises touchées par des décisions de restrictions prises».

Le vice-président du PS, Samuel Bendahan, regrette que Berne traîne pareillement les pieds. «On met un poids énorme sur les Cantons. Il serait plus rationnel que la Confédération intervienne avec des restrictions nationales et des mesures ambitieuses

de soutien économique pour les accompagner.» Pas d'accord, rétorque le vice-président du PLR Philippe Nantermod. «La Confédération a préparé le terrain avec la loi Covid notamment pour l'aide aux chômeurs ou pour les cas de rigueur. En fait, tout cela me rappelle la première vague: les Cantons prennent des mesures et la Confédération suit dix jours plus tard.»

Alain Berset s'échauffe

Qui paiera la deuxième facture du coronavirus? Pour Alain Berset, interrogé jeudi, la question est importante mais elle ne se

régle pas en deux coups de cuillère à pot. Selon lui, il faut arrêter de tergiverser. «Nous sommes confrontés à une situation qui, sur le plan sanitaire, a radicalement changé en douze jours. La chose la plus importante aujourd'hui est de trouver un chemin pour casser la courbe. Plus nous attendons, moins nous aurons la chance d'éviter de la casse. Décembre est important pour le commerce et la restauration. Si aujourd'hui nous laissons la situation se dégrader en attendant de savoir qui paie quoi, nous serons dans une situation pire après.»

Quelles mesures?

«Il faut un ralentissement, pas un confinement»

Le Valais, modèle à suivre pour casser la courbe de la deuxième vague? Les 26 conseillers d'État chargés de la Santé ont fait le point mercredi à Berne avec le ministre Alain Berset. Ils partagent le même constat: «Nous devons agir vite. Il faut s'attendre à d'autres décisions des Cantons ces prochaines heures», affirme Lukas Engelberger, le président de la Conférence des directeurs cantonaux de la santé (CDS).

Des décisions, certes, mais lesquelles? À ce jeu-là, Latins et Alémaniques ne parlent pas à l'unisson. Dans la matinée, la Conférence latine des affaires sanitaires et sociales diffusait ses propres recommandations: limitation des manifestations publiques et privées à dix personnes, couvre-feu à 23 heures, limitation du nombre de convives par table au restaurant, limitation à 1000 spectateurs lors de compétitions sportives, port du masque dans les chorales, restrictions des visites dans les hôpitaux et les EMS, etc. L'ensemble des Cantons n'a pas retenu cette liste. Mais il ressort de la séance un état d'esprit général: «Nous n'avons pas besoin d'un confinement maintenant, mais d'un ralentissement. Si nous attendons trop longtemps, il faudra prendre des mesures plus douloureuses encore pour l'économie et la société», résume Lukas Engelberger. La Confédération n'a pas l'intention de reprendre la main. Mais Alain Berset précise qu'une proposition sera faite aux Cantons d'ici à la prochaine séance du Conseil fédéral, mercredi, dans l'idée d'un socle commun.

Mercredi, la Suisse a enregistré 5256 nouveaux cas de Covid-19. La Société suisse de médecine intensive souligne que les capacités sont actuellement suffisantes pour traiter tous les patients gravement malades. La demande future est «très difficile à déterminer en raison de nombreuses variables», indique-t-elle. **Lise Bailat** Berne

L'économie redoute un deuxième confinement

● Les chiffres sont alarmants. Dans un sondage réalisé avant le début de la deuxième vague, le cabinet McKinsey & Co a constaté que près de la moitié des PME en Europe pourrait fermer boutique sans une reprise rapide de leurs revenus. Sans même parler d'un nouveau confinement, la dégradation de la situation sanitaire risque d'aggraver la situation de pans entiers de l'économie. Alors que faire?

Au sein des milieux économiques, comme l'a montré la table ronde organisée jeudi par le conseiller fédéral Guy Parmelin, tous s'accordent pour dire que tout doit être fait pour ne pas aboutir à la situation du mois de mars. «L'économie romande aura énormément de mal à se remettre d'un nouveau confinement, sachant qu'elle est déjà en période de récession. Beaucoup de secteurs ont encore du mal à tour-

ner», assure Blaise Matthey, directeur général de la FER Genève. Si ce scénario du pire est évité, et contrairement à l'USS qui réclame déjà «le maintien du chômage partiel pour le plus grand nombre d'emplois possible», les milieux économiques appellent Berne à faire preuve de retenue. «Sauf en cas de nouveau semi-confinement, le gouvernement ne devrait pas décider de nouvelles mesures de soutien, et il devrait

laisser celles qui ont été décidées expirer», réagit Rudolf Minsch, chef économiste chez Economie-Suisse. Ces prochains jours s'annoncent cruciaux pour le monde économique. «L'important sera de pouvoir s'adapter rapidement. L'avantage, c'est qu'après avoir amélioré ceux développés au printemps, l'on bénéficie d'une base solide d'outils», souligne Blaise Matthey. **O.W.**